



Communiqué
Le 20 avril 2017

L'AFD soutient 18 nouveaux projets d'OSC françaises pour un montant de 14,7M d'euros

Le Comité spécialisé du Conseil d'Administration de l'AFD pour l'appui aux initiatives des ONG s'est réuni le 20 avril 2017. Il a approuvé l'attribution des subventions suivantes :

APDRA – Appui au développement de la pisciculture au Nord Libéria

Le projet porté par l'APDRA au Libéria entend accompagner le développement durable de la pisciculture paysanne locale en renforçant les capacités techniques et organisationnelles des acteurs de la filière. Le poisson et le riz remplissent un rôle croissant dans la sécurité alimentaire des Libériens. Malgré un potentiel élevé de production locale, la majorité de ces produits reste importée. L'objectif du projet est de sécuriser l'autonomie des acteurs de la filière et la pérennité des systèmes piscicoles, principalement au travers de la formation et d'un appui conseil. Pour cette première phase, le projet interviendra dans 12 villages ruraux des comtés de Bong et Nimba qui concentrent les plus grands étangs en nombre et en surface. Il permettra à 72 pisciculteurs de produire du poisson de façon autonome. 12 artisans seront formés à la fabrication du matériel de production et 20 femmes verront leurs capacités de commercialisation renforcées. Le projet contribuera à la diversification des revenus et facilitera l'accès à une source de protéine nécessaire à la sécurité alimentaire. Le projet est conduit en partenariat avec l'ONG locale Catalyst Liberia.

Subvention de 265 000 euros (soit 50% du montant total du projet) sur 3 ans.

Sidaction – Renforcer les acteurs de la lutte contre le VIH/Sida en Afrique

Le programme porté par Sidaction propose une méthodologie d'appuis individualisés « à la carte » à ses associations partenaires sur le continent africain pour développer leurs expertises en matière de structuration associative et de prise en charge des patients. Il est mis en œuvre auprès de 27 associations partenaires dans 15 pays (Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Djibouti, Guinée, Mali, Maroc, Maurice, Niger, République du Congo, République Démocratique du Congo, Tchad, Togo). Il s'agit de développer et capitaliser sur le modèle partenarial de Sidaction, développer l'autonomie des associations pour une plus grande structuration et renforcer l'intégration des associations dans le système de santé national. Le programme envisage aussi de renforcer l'intégration de toutes les personnes dans le système de prise en charge, de diversifier les services communautaires de prise en charge, et de renforcer l'organisation de cette prise en charge dans les associations partenaires. Le programme permettra d'accompagner 78 300 personnes vivant avec le VIH dont 55 450 sous ARV, de renforcer les compétences de près de 1 400 personnels de 27 associations et de consolider 15 systèmes communautaires dans 15 pays.

Subvention de 4 000 000 euros (42,1% du montant total du projet) pour 3 ans.

IDO - Accès pérenne à l'eau potable au Tchad

Le projet porté par IDO vise à mettre en place des structures locales capables d'assurer de manière autonome et pérenne l'accès à l'eau potable des populations dans 420 villages des régions du Logone Oriental et du Logone Occidental, au sud du Tchad. Les principales activités de ce projet sont la sensibilisation des populations aux risques liés aux eaux polluées et aux enjeux de l'hygiène domestique et communautaire ainsi que la mise en place de comités de gestion des points d'eau. Ces comités seront dotés d'une gouvernance structurée et autonome et seront en charge de la gestion financière, de l'entretien technique des ouvrages et de la gestion des conditions d'hygiène et d'assainissement domestiques et communautaires. Le projet prévoit aussi de remettre en état 12 ouvrages forés inutilisables afin de permettre à 12 villages de retrouver l'accès à l'eau potable. Enfin, il va contribuer, grâce à l'utilisation des fonds liés à la gestion de l'eau, au développement d'activités communautaires ou rémunératrices. L'action touchera directement les populations des 420 villages, soit environ 180 000 personnes.

Subvention de 250 000 euros (soit 45% du montant total du projet) pour 3 ans.

Essor - Formation et insertion professionnelle pour les populations vulnérables (Mozambique, Tchad, Guinée Bissau, Brésil, Congo)

Le programme porté par Essor, dont c'est la troisième et dernière phase, se donne pour objectif de faciliter un accès durable à la formation et l'insertion professionnelle des populations vulnérables en promouvant une approche pluriacteurs impliquant la société civile, le secteur privé et les autorités locales. L'enjeu est d'améliorer les conditions de vie des populations des quartiers périphériques de centres urbains au Mozambique, Brésil, Tchad, Guinée-Bissau et Congo et de renforcer les capacités des acteurs locaux dans le domaine de la formation et l'insertion professionnelle en vue d'assurer la pérennité et la viabilité des actions menées depuis 2012. Le programme vise spécifiquement la formation de plus de 3 000 jeunes de 17 à 35 ans (dont 1 500 femmes) issus de zones périphériques défavorisées et de 600 petits entrepreneurs. Le renforcement de capacités concernera 25 organisations de la société civile et 20 centres de formation professionnelle. Des cadres de concertation pérennes impliquant également entreprises et institutions publiques en charge de la formation professionnelle et de l'emploi seront mis en place.

Subvention de 1 300 000 euros (soit 37% du financement total du projet) sur 3 ans.

SOS Sahel - Assainissement et hygiène dans des communes rurales du Burkina Faso

Le projet de SOS Sahel a pour ambition de développer les compétences en assainissement de six communes partenaires et dans d'eux d'entre elles, Kouka et Djibasso, de mettre en place une approche « marketing de l'assainissement » qui devrait déboucher sur la création de pôles de services d'assainissement. Le projet permettra aussi de faciliter l'accès des ménages à des latrines et de mener en parallèle un travail de sensibilisation et de diffusion de pratiques et comportements nouveaux afin que les ménages puissent tirer parti des investissements réalisés en matière d'assainissement. Le projet devrait permettre à 4 100 ménages de s'équiper en latrines. 92 clubs d'hygiène et d'assainissement, dits clubs « Sanyaton », en charge de la sensibilisation, seront formés et accompagnés. De manière indirecte, l'ensemble de la population des six communes impliquées dans le projet bénéficiera des efforts de sensibilisation et du renforcement des équipes municipales sur les enjeux d'assainissement, soit environ 200 000 habitants.

Subvention de 500 000 euros (soit 42% du montant total du projet) pour 3 ans.

Terre des hommes France – Réduire les violences contre les femmes, les enfants et les jeunes en Colombie

Le projet de Terre des Hommes France se déroule dans le district de Buenaventura, sur le littoral pacifique en Colombie. Dans cette zone refuge pour les victimes du conflit armé, les populations doivent désormais subir la violence de bandes criminelles qui contrôlent les quartiers et infligent déplacements forcés, disparitions, assassinats sélectifs, violences sexuelles et féminicides. L'indice de pauvreté est de plus de 80 %. Le projet vise à réduire la violence et défendre les droits des enfants, des jeunes et des femmes de zones contrôlées par des bandes criminelles. L'objectif est

d'améliorer la protection des afro-colombiennes et autochtones qui représentent 90% des habitants dans la zone, à partir d'une approche basée sur les droits, l'équité de genre, l'interculturalité et la culture de la paix. Un travail spécifique sera fait avec les fonctionnaires des institutions éducatives et les professeurs pour que les écoles deviennent un environnement protecteur pour les droits des enfants. Une activité de plaidoyer sera menée aux niveaux local, national et international pour relayer les questions de violation des droits et les propositions pour changer la situation
Subvention de 225 000 euros (50% du montant total du projet) sur 3 ans.

Planète Enfants & Développement - Services de santé et de petite enfance pour les ouvrières du secteur textile au Cambodge

Le projet de Planète Enfants & Développement a pour ambition de contribuer à l'amélioration du cadre légal sur les services sociaux dans les entreprises du secteur textile au Cambodge. Il permettra la mise en place de services de santé (infirmières) et de petite enfance (crèches) dans 12 usines pilotes dans les provinces de Phnom Penh et Kampong Speu. L'évaluation et la capitalisation des différents types de services proposés alimenteront ensuite un plaidoyer auprès du gouvernement, de la société civile et du secteur privé pour la formalisation des standards et leur diffusion au niveau national. Le projet touchera directement 140 enfants de 0 à 3 ans et 1200 ouvriers(ières). Une cinquantaine de personnes seront formées à la santé maternelle et à l'accueil des enfants, au sein des usines pilotes.
Subvention de 330 000 euros (soit 50% du montant total du projet) sur 3 ans.

GRET - Participation de la société civile à la cogestion de filières durables bambou et rotin au Laos

Le projet porté par le GRET vise à consolider des actions menées sur la filière bambou depuis 2010 dans la province de Huaphan, au Nord du Laos. Ces interventions ont eu des résultats importants pour l'amélioration des revenus des petits paysans et la gestion durable des ressources forestières. Ce nouveau projet vise à amplifier et à pérenniser ces acquis par la création d'un « centre de services bambou », autonome à terme, qui poursuivra l'appui aux acteurs de la filière. Il est aussi prévu de renforcer les organisations paysannes, villageoises et faïtières. Cette action se situe dans le cadre de la « stratégie provinciale bambou 2016-2020 », validée par les autorités locales. Elle visera un passage à l'échelle nationale, afin de parvenir à une stratégie nationale de développement des filières bambou et rotin. Le projet devrait toucher directement 80 villages, 3500 producteurs et une trentaine d'entreprises privées.
Subvention de 700 000 euros (soit 49% du montant total du projet) sur 3 ans.

Agrisud - Amélioration des performances du secteur agricole au Maroc

Le projet d'AgriSud vise à améliorer durablement les performances du secteur agricole au profit des populations locales dans les zones de montagne, piémont et plateaux de la commune de Ghassate (province de Quarzazate) au Maroc. L'enjeu est d'initier une activité économique et de la développer dans un contexte de production particulièrement difficile. Le projet permettra de générer des revenus additionnels annuels pour les 200 nouvelles familles appuyées et de consolider, voire d'amplifier durablement, les revenus additionnels annuels des familles appuyées durant la phase pilote. Les activités comprendront la sécurisation de l'environnement de la production agricole, la professionnalisation des exploitations familiales via l'intensification agroécologique et le renforcement du tissu socio-professionnel local. Le projet touchera 300 familles (30 % des exploitations) de 12 villages de la commune de Ghassate pratiquant une agriculture familiale à vocation mixte (autoconsommation et vente) et 10 jeunes entrepreneurs ruraux positionnés à l'amont ou à l'aval de la production agricole pour la sécuriser et faciliter l'écoulement des produits.
Subvention de 320 319 euros (50% du montant total du projet) sur 3 ans.

Solidarité sida – Une campagne pour renforcer l'aide publique au développement en France

La campagne « Printemps solidaire » vise à sensibiliser le grand public aux questions du développement et de la solidarité internationale dans le cadre de la campagne électorale et à appeler les candidats à s'engager pour un accroissement de l'aide publique au développement sur le prochain

quinquennat, avec comme objectif l'atteinte des 0,7 % du PNB. Conçue comme innovante, inclusive et festive, cette campagne cherche à créer un mouvement d'adhésion auprès d'un large public dépassant le cercle habituel des convaincus et de la communauté du développement. Ciblante en premier lieu la jeunesse comme moteur du changement, elle mettra en œuvre une grande diversité de moyens et de supports : organisation de concerts et d'événements publics à Paris (le concert- parade de rue qui s'est déroulé sur les Champs Elysées à Paris le 16 avril a réuni près de 500 000 participants ; un autre concert est prévu à Paris le 17 septembre) ; organisation de conférences et de rencontres ; campagnes d'interpellation des candidats dans les grands médias ; animations sur événements grand public (festivals d'été) ; production de supports de communication avec un recours aux réseaux sociaux et aux outils numériques ; rencontres et plaidoyer auprès des décideurs politiques et notamment candidats aux élections ; suivi des engagements au-delà de la campagne électorale jusqu'à la fin de l'année 2017. Objectifs affichés de la campagne : 500 000 signataires de l'appel aux candidats et l'engagement du prochain Président de la République d'allouer 0,7 % du PNB à l'APD d'ici 2022.

Subvention de 500 000 euros (soit 18 % du budget total du projet) sur 16 mois.

Migrations et Développement - Mobiliser les jeunes des deux rives de la Méditerranée pour une citoyenneté ouverte sur le monde

Migrations et Développement propose un projet d'éducation au développement qui vise à sensibiliser et mobiliser des jeunes du Sud de la France, du Maroc et de Tunisie aux enjeux de la solidarité internationale et les aider à concrétiser leur parcours d'engagement dans le cadre de projets de solidarité. Le dispositif consistera en un ensemble d'actions articulées entre elles : la mobilisation et la formation d'encadrants (enseignants, éducateurs, travailleurs sociaux), en France, au Maroc et en Tunisie, en leur fournissant des méthodes, des outils, des connaissances leur permettant ensuite de sensibiliser et d'accompagner les jeunes ; la sélection de 750 jeunes et la mise en place d'ateliers d'expression et de sensibilisation à la solidarité internationale ; l'accompagnement et le soutien de projets de solidarité internationale mis en place par ces jeunes ; la production de connaissances et d'outils pédagogiques. Cette initiative pilote servira de base expérimentale à un projet déployé ensuite à l'échelle nationale et sur trois ans, par Solidarité Laïque, principal partenaire de cette opération, et avec d'autres partenaires, selon la même démarche pédagogique.

Subvention est de 240 000 euros (60 % du budget) sur 3 ans.

Scouts et guides de France – Renforcer l'éducation au développement et à la solidarité internationale au sein du scoutisme

Le projet porté par les scouts et guides de France, en partenariat avec les éclaireurs et éclaireuses de France, vise à offrir à 80 000 jeunes par an la possibilité de se construire un parcours d'engagement au développement et à la solidarité internationale afin de contribuer à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). Il prévoit de renforcer les actions de sensibilisation, d'initiation au volontariat international, de volontariat, et de bénévolat des deux associations en offrant aux jeunes de tout âge des possibilités de s'engager, de se construire et d'avoir un impact tant au niveau personnel que social ou environnemental. Le projet permettra à chaque jeune d'agir en faveur des ODD, dans le cadre d'échanges internationaux avec des jeunes partenaires au Sud. Un travail de formation, de mise en réseau et d'outillage pédagogique sera mené auprès des réseaux d'accompagnateurs de projets des deux associations. Ce projet permettra ainsi de renforcer l'éducation au développement et à la solidarité internationale dans les programmes éducatifs des deux associations et plus globalement, la place de la jeunesse dans les politiques de développement. Subvention de 500 000 euros (soit 34% du montant total du projet) pour 3 ans.

CNSL – Relancer les activités éducatives dans le Grand Sud haïtien suite au cyclone Matthew

Le projet a pour objectif de relancer durablement les activités éducatives dans le Grand Sud d'Haïti, touché par le passage du cyclone Matthew le 4 octobre 2016. Il est porté par un consortium mené par Solidarité Laïque qui comprend le Secours islamique France (SIF), SOS Enfants sans frontières (SOS ESF) ainsi que Electriciens sans frontières (ESF), la Coalition haïtienne des volontaires (COHAIV) et l'Association des techniciens professionnels en construction moderne (ATPROCOM). Pour favoriser le retour et le maintien des enfants à l'école, le projet assurera la réhabilitation des bâtiments, la

fourniture de mobilier, la distribution de kits scolaires et pédagogiques, la remise en état des cantines, l'accès à l'électricité et la re-végétalisation des écoles ainsi qu'une aide financière et un accompagnement à la scolarisation pour les enfants les plus vulnérables. Des activités de plus long terme seront ensuite proposées pour améliorer la résilience des populations aux catastrophes naturelles via des activités de prévention des risques, d'éveil à l'environnement et la formation de volontaires. Une mise en réseau avec des acteurs de l'éducation (OSC, autorités locales, institutions internationales) est également prévue au niveau de chaque commune afin d'accompagner et d'animer des cadres de concertation tout au long du projet. L'action touchera 60 écoles, soit 21 000 enfants. Subvention de 1 746 836 euros (soit 50% du montant total du projet) sur 30 mois, octroyée au titre de la réserve 10%, dédiée au financement des projets post-crise

GRET : Sécurité alimentaire, nutritionnelle et accès à l'eau dans le Grand Sud haïtien suite au cyclone Matthew

Proposé par un consortium composé du GRET et d'AVSF, le projet se donne pour objectif de contribuer à la résilience des populations suite au passage de l'ouragan Matthew en améliorant durablement la sécurité alimentaire, nutritionnelle et l'accès aux services de l'eau dans le Grand Sud haïtien. Un volet agricole permettra de relancer la production agricole (distribution de semences, intrants, outillage, nettoyage de jardins, réhabilitation de bâtiments, nettoyage de canaux d'irrigation) et de renforcer la sécurité alimentaire via la réhabilitation d'un système d'irrigation, l'appui au développement de productions agricoles et le développement de l'agroforesterie. Un volet nutrition proposera des activités de sensibilisation aux bonnes pratiques d'alimentation, d'hygiène et la mise en place d'un dispositif de transfert monétaire à destination des femmes enceintes. Un volet eau potable assurera la réhabilitation du système d'eau potable et l'accompagnement de sa gestion ainsi qu'une étude sur la gestion intégrée des ressources en eau à Saint Louis du Sud. Le projet bénéficiera directement à 5 500 agriculteurs sur les activités de relance agricole, à 16 000 personnes sur les actions de sensibilisation à la nutrition, 1 200 femmes enceintes via le transfert monétaire et 12 000 usagers de l'eau.

Subvention de 1 537 994 euros (soit 49,7% du montant total du projet) sur 35 mois, octroyée au titre de la réserve 10%, dédiée au financement des projets post crise.

Frères des Hommes – Renforcer les capacités économiques et sociales des ménages paysans les plus vulnérables au Rwanda

Le projet de Frères des Hommes a pour objectif de rendre les paysans vulnérables au Rwanda acteurs du développement de leur territoire. Il propose un processus d'accompagnement à trois niveaux : répondre aux besoins de base des ménages paysans avec le développement de techniques agricoles et d'élevage adapté aux petites surfaces, accompagner leur structuration en collectifs représentatifs et renforcer leur capacité à dialoguer et agir avec les autres acteurs de leur territoire (autorités locales, écoles, centres de santé). Le projet offre à la fois un accompagnement technique et une dimension citoyenne. Il utilise un grand nombre de méthodes favorisant le changement et facilitant sa mesure. Grâce à une approche très participative et orientée vers le changement, les impacts attendus sur ce projet sont nombreux. A l'issue des trois ans, plus de 3 700 paysans vulnérables auront changé leurs pratiques, dont 50% de femmes et 20% de jeunes, 64 organisations communautaires de base auront été accompagnées et 400 personnels techniques et élus des autorités locales auront été mobilisés.

Subvention de 550 237 euros (50% du montant total du projet) pour 3 ans.

Santé Sud - Améliorer la santé maternelle et néonatale en Mauritanie

Le projet de Santé Sud, dont c'est la deuxième phase, vise à réduire la mortalité maternelle et néonatale en Mauritanie. Il s'agit de renforcer les trois principales structures de santé de Nouakchott en les accompagnant dans l'élaboration et le suivi de leurs projets de services et d'établissement. L'hygiène dans les soins et la prise en charge de la mère et du nouveau-né feront l'objet de cycles de formation renforcés par un dispositif de tutorat sur un temps long. Un audit interne pour mettre en place les mesures correctives en adéquation avec les situations rencontrées sera conçu et intégré au fonctionnement de chacune des structures de santé. L'hémorragie du post partum étant la première

cause de mortalité maternelle en Mauritanie, le projet prévoit l'organisation de l'approvisionnement en sang et l'augmentation des dons du sang, en partenariat étroit avec le Centre national de transfusion sanguine. Les trois structures de santé seront accompagnées pour la réalisation d'un diagnostic organisationnel, en vue d'optimiser leur action auprès des centres de santé. Un vaste plan d'éducation à la santé sera enfin mis en place avec l'appui de relais communautaires formés (Imams, enseignants, femmes et jeunes) afin de sensibiliser les bénéficiaires à la promotion de leur santé. Au-delà du personnel de santé concerné, le projet prévoit de toucher près de 90 000 femmes et nouveau-nés sur la période du projet.

Subvention de 350 000 euros (soit 45% du montant total du projet) pour 3 ans.

EDM – Accès à l'énergie au Burkina Faso, au Cambodge, en Haïti, aux Philippines et au Togo

A travers ce programme, Entrepreneurs du Monde (EDM) vise à rendre des produits économes en énergie pour la cuisson et l'éclairage accessibles aux populations les plus vulnérables. L'enjeu est d'améliorer les conditions de vie et préserver l'environnement tout en développant l'économie locale. Cette nouvelle phase s'inscrit dans la continuité d'une action initiée en 2014 qui a permis de mettre en place des réseaux de distribution « au dernier kilomètre » et de développer des offres de financement dédiées (aux micro-entrepreneurs assurant la commercialisation des équipements, aux ménages et aux commerçants souhaitant s'équiper). L'objectif est désormais d'étendre la gamme de solutions d'accès à l'énergie tout en améliorant les niveaux de performance des équipements et la qualité des services associés, de poursuivre le développement des réseaux de distribution « au dernier kilomètre » et de maximiser la performance sociale des micro-franchises. Le projet touchera 80 000 bénéficiaires directs (les utilisateurs des produits) et 400 000 bénéficiaires indirects (les membres des ménages auxquels appartiennent les utilisateurs).

Subvention de 900 000 euros (42.7% du montant total du projet) sur 3 ans.

UNMFREO - Territoires ruraux, territoires de citoyenneté mondiale

L'UNMFREO réunit les Maisons familiales rurales (MFR), qui sont des organismes locaux de formation par alternance aux métiers du secteur rural, gérées par les familles constituées en associations et animées par des équipes de formateurs. Les MFR s'impliquent depuis longtemps dans des actions d'éducation au développement et à la solidarité internationale (EADSI). Après une phase pilote lancée en 2010, l'UNMFREO souhaite généraliser sa démarche d'éducation au développement à l'ensemble du réseau des MFR. Le projet se décline en deux axes : un axe formation-animation-production d'outils pédagogiques, qui consistera à créer et animer un réseau de référents EADSI, à former et sensibiliser les animateurs, les personnels et les bénévoles, à fournir des outils pédagogiques ; le deuxième axe concernera la mise en œuvre opérationnelle de nombreuses et diverses actions d'EADSI (près de 1 000 animations prévues dans les 430 MFR). Les activités impliqueront directement 880 éducateurs salariés de MFR, 500 administrateurs, 16 900 jeunes en formation professionnelle initiale et 740 adultes en formation professionnelle continue. Ce projet permettra de toucher une population rurale moins accessible et souvent délaissée par les dispositifs nationaux de l'éducation au développement.

Subvention de 480 000 euros (57 % du budget total) sur 3 ans.